

Pour stopper la réforme des retraites, il faut stopper la production !

Le projet de loi sur les retraites est beaucoup plus qu'une nouvelle attaque par le gouvernement contre les travailleurs et les jeunes. Il s'inscrit en effet dans une véritable tournant de la rigueur dont le but est de faire payer la crise à la classe ouvrière. Confrontées à une crise historique de leur système de production et d'exploitation, les bourgeoisies des pays impérialistes ont décidé d'en sortir par un démantèlement en règle de tout ce qui reste des acquis sociaux : retraites, santé, droits des travailleurs, services publics. Des attaques du même type sont mises en œuvre dans la plupart des autres pays européens et se trouvent là aussi confrontées à une résistance acharnée, comme en Grèce ou en Espagne.

Après la cinquième journée de grèves et de manifestations, face au blocage du gouvernement, nous rentrons dans une phase décisive pour le mouvement. Alors que le gouvernement et les médias à sa botte annoncent, semaine après semaine, l'essoufflement de la mobilisation, l'échec des grèves et l'effritement du front syndical, le succès des manifestations et des grèves montre l'ampleur d'un mouvement qui, à ce jour, ne cesse de monter dans le pays. L'irruption des lycéens dans la lutte a permis d'amplifier le mouvement et de le rendre plus dynamique et plus combattif.

Notre principal point faible aujourd'hui reste notre direction. Les centrales syndicales ont jusqu'au bout cherché de négocier avec le gouvernement. La CFDT et d'autres syndicats comme l'UNSA restent au mieux des alliés peu fiables. Sans l'énorme pression de la base ils auraient cédé depuis longtemps et sauté sur la première mini-concession du gouvernement pour accepter la réforme. Or celui-ci a l'intention de passer en force et de vouloir une défaite du front syndical, entre autre pour pouvoir imposer une nouvelle série d'attaques mais surtout pour modifier durablement le rapport de force entre bourgeoisie et classe ouvrière au dépens de celle-ci. Ces dirigeants réformistes se trouvent donc pris en tenaille entre un gouvernement qui avance comme un bulldozer et une base qui résiste avec détermination.

La CGT a depuis plusieurs années engagé un tournant vers un syndicalisme « responsable », c'est-à-dire un syndicalisme qui accompagne les « réformes » et s'est considérablement rapprochée de la CFDT. Nous nous souvenons de comment Bernard Thibault avait ouvertement trahi la grève des cheminots en 2007, en acceptant la fin de régimes spéciaux alors que les travailleurs étaient encore en grève reconductible. Aujourd'hui, la situation est quelque peu différente parce que le gouvernement semble avoir fermé la porte des négociations. Jusqu'au bout la CGT a refusé d'évoquer la seule solution possible pour modifier le rapport de force, c'est-à-dire la grève générale. Elle a continué pendant tout le mois de septembre dans la tactique, usée jusqu'à la corde, des journées d'action. Seulement depuis le début d'octobre, le mot d'ordre de grève générale n'est plus un tabou. Le 16 octobre, il était repris par la sono de tous les cortèges CGT. Cela montre que la direction de la CGT est prête à faire monter la pression d'un cran, tout en restant sur ses positions réformistes. Cela ouvre une situation inédite, très instable, où une grève générale massive et reconductible devient non seulement une possibilité mais une nécessité pour faire plier le gouvernement.

Les partis politiques n'offrent pas de perspective concrète pour le mouvement. PS, PG et PCF pensent déjà à 2012, alors que pour nous l'essentiel est de gagner aujourd'hui par notre lutte. Le NPA peut jouer un rôle clé dans la construction d'une nouvelle direction à condition d'adopter une ligne offensive, d'arrêter de suivre le mouvement, de formuler clairement une perspective d'auto-organisation et de mettre au centre de son intervention un programme d'action pour les travailleurs et les jeunes.

Pour nous, il ne faut pas laisser les centrales syndicales, très minoritaires et bureaucratisées, être à la tête de ce mouvement. Pour empêcher des négociations non contrôlées par la base, voire la démobilisation et démoralisation quand nos dirigeants auront décidé que poursuivre dans la grève présente trop de risques, la tâche centrale est

d'impulser l'auto-organisation à la base, dans les AG.

Dans chaque AG, nous devons élire un comité de grève et prendre contact pour former une coordination au niveau de la ville, régional, voire national. Nous devons obliger nos directions syndicales à agir et à mobiliser. En tout cas, nous ne voulons pas qu'ils négocient à notre place et sans aucun contrôle de la base. Dans les AG, les AG inter-pro, les coordinations, notre but clairement affiché doit être celui de bloquer la production. Cela passe par le blocage des usines, mais aussi par le blocage des transports : trains, routes, ports et aéroports. Il faut passer d'une grève tranquille à une grève offensive, qui occupe les centres de production et de circulation des marchandises.

Poser la question de la grève générale signifie aussi poser la question « Qui gouverne cette société ? Quel programme contre la crise faut-il imposer ? Le programme des patrons avec ses coupures ou le programme des travailleurs pour faire payer les riches, pour redonner du travail à des millions de chômeurs avec un salaire minimum et la réduction du temps de travail sans perte de

salaire ? » Pour mettre en œuvre ce programme, nous devons briser le contrôle des grandes entreprises sur la richesse de notre pays et exproprier sous contrôle ouvrier les grandes banques et les institutions financières.

Pour cela, nous devons lutter pour un gouvernement ouvrier basé sur nos organisations de lutte, sur les comités de grève et sur l'auto-défense de nos grèves et occupations. Toutefois, pour rassembler tous les travailleurs, les jeunes, les immigrés, les femmes et les autres activistes qui veulent lutter pour cette perspective, il nous faut aussi une organisation politique, un nouveau parti anti-capitaliste, révolutionnaire qui peut rendre possible un autre monde, un monde socialiste. En France, la place de militants révolutionnaire est clairement dans le NPA, pour le doter d'un programme et d'une direction révolutionnaire. Rejoignez-nous dans ce combat.

Non au racisme d'état ! Non aux expulsions !

Encore une fois Sarkozy a essayé de nous diviser en jouant la carte du racisme. Cet été, il a utilisé le premier fait divers pour stigmatiser les Roms et demander leur expulsion. Cet amalgame honteux est tellement dégoûtant que même la commission européenne (qui pourtant accepte depuis des années centres de rétention et expulsions de sans-papiers) s'est senti obligée de lever quelques protestations.

En effet, il y a de quoi se révolter. Ce même type d'amalgame, dirigé contre les juifs, les Roms et autres minorités, était pratique courante dans les régimes fascistes et nazis. Même les méthodes sont similaires. La constitution, complètement illégale, par la police, d'un « fichier rom » rappelle le sinistre précédent du fichier juif établi par Vichy. Le but est clair. Alors que le capitalisme s'enfonce dans une crise historique, qui l'oblige à s'attaquer aux travailleurs pour récupérer quelques points de profit, il s'agit de trouver un bouc émissaire. Ainsi les Roms se trouvent accusés d'être tous de délinquants et donc ont été ciblés par des opérations de « nettoyage ethnique ». Besson et Hortefeux ont même eu le culot de parler de « pays

de droit de l'homme » .

C'étaient les mêmes ministres qui organisaient hier la destruction des abris de Sangatte ou le débat sur la prétendue « identité nationale ». C'étaient les mêmes qui fixaient le triste quota de 25000 expulsions de sans papiers par an.

Nous refusons une société d'apartheid dans laquelle on classe et on réprime les hommes et femmes selon leurs origines ethniques, réelles ou imaginaires: Roms, citoyens français de naturalisation récente, sans papiers, ressortissants roumains ou bulgares, « gens du voyage » (français à 95%), jeunes issus de l'immigration.

Il faut que le mouvement ouvrier refuse cette politique raciste et prenne sous sa protection les Roms ainsi que tous les sans papiers. Nous demandons

- l'arrêt immédiat des expulsions et des destructions des camps
- la fermeture des centres de rétention
- des logements décentes pour tous
- ouverture des frontières, liberté de circulation pour tous
- des papiers pour tous

les CDD et autres interim en CDI.

Des papiers pour tous nos camarades immigrés !
Non aux expulsions. Abrogation de toutes les lois racistes. Ouverture des frontières.

Construire la grève générale

Si aujourd'hui nous sommes nombreux en grève reconductible y compris dans des secteurs vitaux comme la SNCF, les raffineries, les transports, l'énergie ... la grève est loin d'être généralisée comme il faudrait pour gagner. Mais tous les sondages montrent qu'une grande majorité des travailleurs sont avec nous. A nous de transformer cette solidarité passive en solidarité active. Ensemble nous pouvons les convaincre que le moment est venu pour lutter, qu'ensemble nous serons plus forts et que nous pouvons gagner. A partir de nos AG, nous devons sortir en masse et faire débrayer autour de nous. Chaque lycée, chaque entreprise en lutte doit devenir le foyer de la grève générale. En cortège, nous devons organiser des piquets, populariser la grève dans les zone industrielles.

Stopper la production, prenons les rues, les routes, les gares, les usines

Cinq journées de mobilisation n'ont pas fait plier le gouvernement. Tant que la grève générale n'atteint pas la production, ne stoppe pas les usines, les

transports et les autres centres vitaux du système, nous ne pourrons pas gagner. Notre tâche est de porter la grève dans les rues et d'occuper les nœuds vitaux des transports. Organisés, préparés et déterminés, nous devons occuper les usines, bloquer les routes, les gares, les chemins de fer, les ports et aéroports. Chaque AG doit décider des modalités d'action en essayant de faire participer un maximum de travailleurs, de jeunes, des chômeurs et précaires à nos actions.

Préparer l'auto-défense

Quand le niveau de confrontation sociale monte d'un cran, le pouvoir utilise toutes ses armes, y compris la police (et peut être demain , si nécessaire, l'armée). Déjà, les manifestations lycéennes ont été réprimées par la police, parfois avec des affrontements durs, y compris des blessés graves. Les policiers sont armés jusqu'aux dents. Il faut se préparer à la violence de l'Etat et pouvoir riposter. Dans chaque manifestation, dans chaque action, nous devons préparer un service d'ordre capable de nous défendre, d'arrêter les provocations, d'empêcher les arrestations. Nous devons exiger que les services d'ordre des syndicats et des partis qui se réclament de la classe ouvrière se mobilisent pour nous aider. Mais nous devons aussi nous organiser par nous même dans toutes nos actions.

Qui sommes nous ?

Nous sommes les militants en France de la Ligue pour la Cinquième Internationale, une organisation communiste révolutionnaire. Notre programme « De la résistance à la révolution » et nos positions dans la lutte de classe sont fondés sur les œuvres de Marx, Engels, Lenine et Trotsky, sur les documents révolutionnaires des premiers quatre congrès de la Troisième Internationale et sur le Programme de Transition de la Quatrième Internationale.

La Ligue pour la Cinquième Internationale (LCI) ne prétend pas être l'Internationale Révolutionnaire : nous sommes une tendance révolutionnaire internationale formés de groupes qui luttent pour construire une telle internationale. La dernière Internationale révolutionnaire (la Quatrième) s'est effondré dans les années 1948-51. La LCI veut construire Cinquième Internationale et le nouveau parti mondial de la révolution socialiste. Si tu as une conscience de classe, si tu es un militant anticapitaliste, si tu es internationaliste, rejoins-nous !

Tous ensemble, grève générale

Après le succès des cinq journées de grèves et de manifestations, nous sommes nombreux à nous poser la question : Comment continuer ? Comment passer à la vitesse supérieure ? Comment gagner ? Deux choses sont claires. D'une part, le pouvoir ne cédera pas facilement. Sarkozy a engagé l'épreuve de force pour préparer sa campagne de 2012 mais surtout parce que le mandat qu'il a reçu par la bourgeoisie est de casser le mouvement ouvrier. Il veut nous imposer une défaite majeure qui ouvrira la porte à une nouvelle société sur le modèle des USA. Démantèlement des services publics, du système de retraites et de sécurité sociale, privatisation de la santé et de l'éducation. C'est un recul social historique qu'il veulent nous imposer. D'autre part, le mouvement actuel est d'une telle ampleur que gagner est possible, à condition d'être lucide sur comment s'organiser, comment lutter et comment imposer une défaite majeure et historique à la bourgeoisie.

Auto-organisation : des AG aux coordinations

Aujourd'hui, nous sommes mobilisés en masse. Pourtant, la direction du mouvement reste dans les mains des dirigeants syndicaux. Ils accompagnent la mobilisation mais sont incapables de la mener plus loin. Toutes les centrales les plus importantes, de la CFDT à la CGT, sont des habitués du réformisme, de la négociation, du syndicalisme responsable. Elles ne conçoivent pas l'avenir qu'à l'intérieur du système, ce même système capitaliste en crise profonde qui veut construire ses profits sur notre misère et sur une exploitation accrue et impitoyable.

Voilà pourquoi, notre tâche la plus urgente est de construire une direction alternative à partir de la base du mouvement. Dans chaque entreprise, usine, lycée, fac, nous devons convoquer des AG de tout le personnel. Dans les assemblées, nous devons proposer aux travailleurs de base de se mettre en grève et de reconduire tous les jours les AG. Dans les AG, nous devons discuter des formes de luttes les plus efficaces et de nos revendications. Pour pouvoir nous organiser, réagir rapidement,

préparer les actions, il nous faut une direction, des délégués élus en AG, responsables et révocables. Dans chaque site, ces délégués formeront un comité de grève qui portera à l'AG ses propositions. A partir de notre mobilisation, nous devons essayer d'impulser la mobilisation autour de nous, tisser les liens avec les autres entreprises, construire des AG interprofessionnelles au niveau du quartier ou de la ville. Pour organiser les actions, élargir les comités à des coordinations de ville, régionales et nationales est l'impératif du jour.

Il nous faut un programme d'action !

Pour mobiliser la masse de classe ouvrière, la question des retraites est centrale, mais trop d'entre nous sont piégés dans la précarité, le chômage, les bas salaires etc. Nous devons gagner sur le maintien des retraites. Mais nous devons aussi imposer un programme d'urgence qui permette à des millions d'entre nous de relever la tête et d'améliorer notre vie au quotidien. Pour que la grève soit large, massive et unitaire, il nous faut un programme d'action simple et efficace.

Retrait pur et simple de la réforme de retraites. Pour la retraite à taux plein pour tous à 60 ans.

Augmentation des salaires de 300 € pour tous, tout de suite. Le SMIC à 1500 € nets!

Non à toutes les coupures dans les budgets sociaux. A bas les mesures d'austérité, les fermetures d'hôpitaux, le non-remboursement des frais de santé.

Défendons tous les services publics, tous les emplois et tous les salaires et les retraites ! Non aux suppressions d'emplois dans le secteur public.

Donnons aux chômeurs des emplois correctement payés et socialement utiles. Pour une semaine de 30 heures sans perte de salaire !

Pour un programme de construction de logements, d'hôpitaux et d'écoles sous le contrôle des travailleurs et des utilisateurs !

Annulation de la dette publique ! Nationalisons les banques sans indemnité et sous contrôle ouvrier !

Imposons la fin de la précarité. Transformons tous